



entraid

ÉDITION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Supplément au n° 437 Edition Entraid' • Ne peut être vendu séparément • ISSN 024 290 63- CPPAP 0923T83875



DÉCEMBRE 2020

GESTION
DÉLÉGUER
L'ADMINISTRATIF
SANS COMPLEXE

ELEVAGE
ET SI ON MUTUALISAIT
LA TRANSFORMA-
TION ?

ALIMENTATION
CAP VERS
L'AUTONOMIE AVEC
L'APLATISSEUR!

DES
CUMA
QUI
OSENT

DISPOSITIF INAF
INITIATIVE NATIONALE POUR L'AGRICULTURE FRANÇAISE

+X **CONCRÉTISEZ VOS PROJETS**
PLUS FACILEMENT... GRÂCE À DES PRÊTS
PRÉFÉRENTIELS

En savoir plus,
www.bpbfc.banquepopulaire.fr

BANQUE POPULAIRE
BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ

BPBFC - Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable - 542 820 352 R.C.S. Dijon - Code NAF 6412Z - N° TVA Intracommunautaire FR 425 428 203 52 - Siège Social : 14 bd de la Trémouille - BP 20810 - 21008 Dijon Cedex - C.C.P. Dijon 1603 F 025
Swift : CCBPFRPPDJN - N° ORIAS Courtier Assurances : 07 023 116 - Document à caractère publicitaire

AgriDis INTERNATIONAL A/S

HE-VA

Tip-Roller :
Une gamme de rouleaux auto-porteurs de 3 m à 20 m 30.

Sub-Tiller :
Décompacteur porté ou traîné de 2 m 50 à 7 m.

Combi-Disc :
Décompacteur porté et traîné combiné avec un déchaumeur à disques de 3 à 5 m 50.

Thyregod TS 1500 :
Ramasseuse de pierres.

www.agridis.com

J.M. Chenillot (89) - 06 08 95 26 90 - jmc@agridis.com
A. Auvigne (52) - 06 47 99 32 10 - aa@agridis.com

Rejoignez-nous sur Facebook @agridis



Bâtiments d'élevage - Stockage
Viticole - Méthanisation
Nombreuses références

Zone Actipole - 21400 Châtillon-sur-Seine - 03 80 81 48 94 - www.vmat.fr

V. UREK - 03 80 81 48 94
contact@vmat-dallage-chape.fr

PQ **PRÉCI PULVÉ**
Votre expert en contrôle de pulvérisateurs

T. 03 85 49 51 48
P. 06 18 35 04 68

PréciPulvé
4 En Parnay - 71510 Saint-Sernin-du-Plain

CONSEIL & EXPERTISE COMPTABLE

CERFRANCE
entreprendre, ensemble

Entreprendre, ensemble pour votre performance

CÔTE-D'OR 13, rue Fr. Mitterrand 21850 SAINT-APOLLINAIRE Tél. 03 80 83 14 00 contact@bfc.cerfrance.fr	NIÈVRE 9, rue du Champ de Foire 58000 NEVERS Tél. 03 86 71 92 50 alliance@cerfrance.fr	SAÔNE-ET-LOIRE 281, rue de Paris 71000 MÂCON Tél. 03 85 21 08 08 macon@71.cerfrance.fr
YONNE 35 bis, rue de la Maladière 89015 AUXERRE Cedex Tél. 03 86 48 48 50 contact@bfc.cerfrance.fr	DOUBS 130 bis, rue de Belfort - CS 40939 25021 BESANCON Cedex Tél. 03 81 85 52 41 contact@alliancecomtoise.cerfrance.fr	HAUTE-SAÔNE 17, quai Yves Barbier - BP 20189 70004 VESOUL Cedex Tél. 03 84 77 77 00 contact@bfc.cerfrance.fr
JURA 17, rue Ch. de Gaulle - BP 50065 39801 POLIGNY Cedex Tél. 03 84 37 67 67 contact@alliancecomtoise.cerfrance.fr	TERRITOIRE DE BELFORT 1 A, rue Georges Besse 90000 BELFORT Tél. 03 84 77 77 61 contact@bfc.cerfrance.fr	

ÉDITO

Hervé Delacroix,
président de
Cuma Bourgogne
Franche-Comté



La cuma, pionnière de l'agriculture de demain

En ces temps troublés par cette pandémie, nous devons nous adapter pour continuer de rester en mode développement autant au sein de nos cuma que de notre fédération. Les moyens numériques nous permettent de rester en contact, alors n'hésitez pas à solliciter vos animateurs respectifs afin de profiter de la période hivernale pour faire mûrir vos différents projets.

A la lecture de ce numéro spécial Entraid' Bourgogne Franche-Comté, vous pourrez apprécier différents modèles de développement de cuma qui ne se limitent pas à du partage de matériels. C'est bien le sens que l'on veut au sein de notre fédération : impulser pour affronter les défis de l'agriculture demain. En partant des problématiques que nous rencontrons sur nos exploitations, essayons de réfléchir collectivement aux solutions que nous pourrions apporter. Le changement climatique avec des sécheresses à répétition nous contraint à une adaptation rapide pour essayer de mettre en place de nouvelles pratiques. Les investissements supplémentaires à réaliser sur nos exploitations de plus en plus fragilisées doivent se faire de façon raisonnée et partagée. De nouveaux PDR vont être mis en place dans le cadre de la nouvelle PAC. Notre réseau défend et défendra l'intérêt d'aider les groupes ayant des projets d'investissements liés à des pratiques agro-écologiques, mais pas seulement, qui je l'espère feront partie du deuxième pilier de la future PAC.

Je vous souhaite une bonne lecture et vous donne rendez-vous je l'espère à notre assemblée générale ordinaire le jeudi 21 janvier 2021. ■ Hervé Delacroix

SOMMAIRE

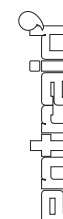
Une équipe et des services



- 04 | une belle dynamique régionale
- 05 | les chiffres clés des cuma de la Nièvre
- 06 | projet politique : toujours plus de proximité et de services
- 07 | « the team » cuma Bourgogne Franche-Comté
- 08 | un accompagnement total des cuma, même pendant le Covid-19

Pour des cuma qui osent !

- 09 | déléguer l'administratif sans complexe
- 10 | si on passait à cinq tracteurs ?
- 11 | écimer c'est gagné !
- 13 | abattoir : et si on mutualisait la transformation ?
- 14 | une cuma portée par l'avenir
- 16 | vers l'autonomie alimentaire avec l'aplatisseur
- 17 | plus de femmes s'engagent dans les bureaux
- 18 | banque de travail, l'alternative
- 19 | un jeu coopératif pour comprendre la vie d'une cuma



Revue éditée par la **SCIC Entraid'**, SA au capital de 45280 €. RCS : B333352 888. Siège social Rond Point Maurice Le Lannou - CS 56520 - 35065 Rennes Cedex. (0230881196) Siège administratif (0562191888) PDG et Directeur de la publication Luc Vermeulen Directeur général délégué Jérôme Monteil Directeur de la rédaction Pierre Criado p.criado@entraid.com Directeur commercial et marketing Guillaume Moro (0777661050) - g.moro@entraid.com Responsable marketing Marina Fabre, m.fabre@entraid.com Publicité Johann Caillard - j.caillard@entraid.com, David Soucany - d.soucany@entraid.com, Chrystèle Tiennot - c.tiennot@entraid.com Chef d'édition Matthieu Freulon - m.freulon@entraid.com Ont participé à la rédaction de ce numéro: Elodie Bredelet, Emilie Castang, Flora Chapotin, Matthieu Freulon, Marjorie Lambert, Gwénaëlle Leprat, Julie Guichon, Anne Horsin, Cédric Riel Studio de fabrication Delphine Bucheron, Isabelle Mayer, Marie-Joëlle Milan, Marie Masson (0562191888) - studio.toulouse@entraid.com Maquette et couverture Delphine Bucheron Promotion-Abonnement Francis Cescato (0607225729), Stéphanie Marestang (0562191888), Jennifer Bramardi. Principaux actionnaires: Frcuma Ouest, Association des salariés, Fncuma, autres Frcuma et Fdcuma, Association des lecteurs. Impression Capitouls, 31130 Balma - Provenance papier : France - Fibres recyclées: 0% - FSC® Mix - Empreinte carbone: 784kg CO2/t. Abonnement 1 an: 142€ - Tarif au N°: 18€ Toute reproduction interdite sans autorisation et mention d'origine. www.entraid.com

UNE BELLE DYNAMIQUE RÉGIONALE

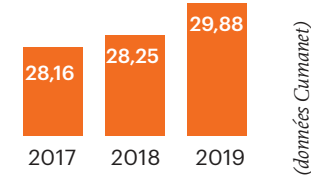
Dans l'attente des chiffres définitifs de l'exercice 2019, les données démontrent une belle dynamique depuis 3 ans, tant au niveau des chiffres d'affaires des groupes, que des investissements. Portrait robot et chiffres à retenir.

Par Cuma Bourgogne Franche-Comté et Matthieu Freulon

LES CUMA DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ

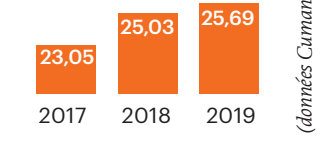
787 CUMA COTISANTES
EN 2020

CHIFFRE D'AFFAIRES
HT CUMULÉ EN M €



LA CUMA MOYENNE EN 2019
22 ADHÉRENTS
24 MATÉRIELS
47,6 K€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES

MONTANT INVESTISSEMENTS
HT CUMULÉ EN M €



LE PARC DES MATÉRIELS
EN SEPT. 2020

- 715 ÉPANDEURS
- 467 TONNES À LISIER
- 290 TRACTEURS
- 144 MOISSONNEUSES
- 110 BINEUSES

TOTAL + 17 000 MATÉRIELS

LES CHIFFRES CLÉS DES CUMA DE NIÈVRE

Ces données concernent les territoires suivant : Nevers sud Nivernais, Nivernais Morvan, Cœur Nivernais, Bourgogne Nivernais.

87 CUMA

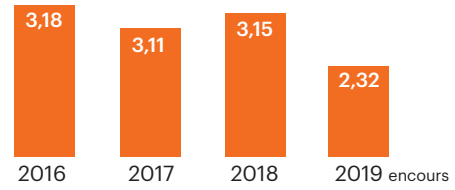
11% EN MOYENNE DU CA CUMULÉ RÉGIONAL (2018)

12% EN MOYENNE DES INVESTISSEMENTS RÉGIONAUX (2018)

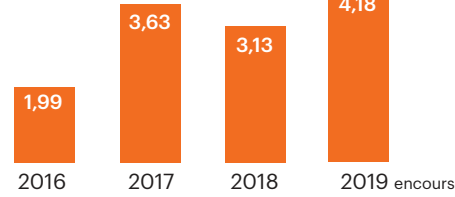
LA CUMA MOYENNE DU DÉPARTEMENT

12 ADHÉRENTS
33 MATÉRIELS
51,4 K€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES

EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES
CUMULÉ EN K €



EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS
CUMULÉS EN K €



GUIDE PRATIQUE

Emploi

BON DE COMMANDE

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Nom de cuma (ou institution) : _____

Activité principale : _____ SAU de l'exploitation : _____

Tél : _____ Email : _____ @ _____

Nb d'exemplaires : _____ x **9,90 €** TOTAL : _____ €

AU SOMMAIRE

LE PROJET

L'EMBAUCHE

AU QUOTIDIEN

LA CARRIÈRE

PRIX PUBLIC : 9,90 € TTC

FRAIS DE PORT COMPRIS

A retourner à Entraid'

Maison de la Coopération

2 allée Daniel Brisebois

31320 Auzerville-Tolosane

entraid'

Ce guide est aussi disponible sur la boutique Entraid' <http://boutique.entraid.com/> © 05 62 19 18 88 - Fax 05 62 19 18 87

DISPOSITIF INAF

INITIATIVE NATIONALE POUR L'AGRICULTURE FRANÇAISE

+X

CONCRÉTISEZ VOS PROJETS

PLUS FACILEMENT... GRÂCE À DES PRÊTS PRÉFÉRENTIELS

En savoir plus, www.bpbfc.banquepopulaire.fr

BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ

BPFCC - Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable - 542 820 352 R.C.S. Dijon - Code NAF 6431Z - N° TVA Intracommunautaire FR 425 428 203 52 - Siège Social : 14 Bd de la Tréhouille - BP 20810 - 21008 Dijon Cedex - S.I.C.P. Dijon 1603 F 025 - SIREN LCCBFFBPPDJN - N° ORIAS Courtier Assurances : 07 023 116 - Document à caractère publicitaire

Jeantil

Gamme leader :
Elevage, Epandage, Transport

Une gamme de transport de 8 à 24 tonnes

35590 L'HERMITAGE | 02 99 64 04 04 | jeantil.com

« TOUJOURS PLUS DE PROXIMITÉ ET DE SERVICES »

La fédération cuma Bourgogne-Franche-Comté a organisé un séminaire à destination de ses salariés et élus en décembre 2019. L'objectif principal : la redéfinition du projet politique de la fédération régionale. Présentation avec Hervé Delacroix, président de la frcuma Bourgogne-Franche-Comté.

Par Matthieu Freulon

La fusion a demandé beaucoup d'énergie et a apporté beaucoup de questions», explique Hervé Delacroix, président de la frcuma Bourgogne-Franche-Comté. « Il était donc important de se poser et de prendre un temps de réflexion pour définir le cap à suivre. » Une chose est sûre, « nous voulons aller vers toujours plus de proximité et de services pour nos cuma. »

Ainsi, ce sont cinq axes de réflexion qui furent travaillés durant ce séminaire. Tout d'abord, un axe consacré à la communication interne. Une enquête interne a été menée auprès de tous pour déterminer les méthodes d'amélioration de fonctionnement, notamment entre salariés et administrateurs. Un travail qui a notamment abouti à une uniformisation des adresses mail et l'emploi de Google Drive pour échanger les documents de travail.

Second axe : la communication externe. « Le groupe était déjà opérationnel avant le séminaire. Nous avons affiné la stratégie avec la présence de cuma BFC sur les réseaux sociaux, sur les principaux rendez-vous agricoles régionaux, comme Tech&Bio, ainsi que dans les pages réseaux du magazine Entraid'. L'idée est de faire prendre l'habitude aux animateurs de montrer ce qu'ils font pour le réseau. »

ACCOMPAGNER POUR FAIRE NAÎTRE L'ENGAGEMENT

Une des plus importantes réflexions a sans doute été l'axe trois, qui concerne la gouvernance. « L'objectif était de redéfinir précisément le rôle de chacun : président, administrateurs, directeur et salariés. Et ce, afin d'apporter une réelle amélioration du fonc-

tionnement de la structure. »

Par exemple, réunions et conseils d'administration sont mieux préparés, avec des ordres du jour précis et un temps attribué à chaque point (un maître du temps veille au rythme d'avancement). Autre exemple, « nous sommes une grande région, nous avons donc décidé d'avoir parmi les administrateurs un vice-président par département. En outre, il représente les cuma de ce département dans les réunions des OPA. » Enfin, un diagnostic RH sur la fonction de direction est aussi en cours (périmètre d'action, étude d'un éventuel accompagnement sur une ou plusieurs fonctions comme la gestion RH de l'équipe).

Cependant, une des difficultés rencontrées est le manque de candidats pour des postes d'administrateurs. « Il est difficile de trouver des personnes prêtes à s'engager au niveau régional. Cela demande un peu de temps et de mobilité. Les missions ont un peu évolué avec ce changement d'échelle, et les agriculteurs sont aussi sollicités par d'autres acteurs (banques, assurances, etc.). » Un constat qui reflète une difficulté remontée régulièrement par des présidents de cuma : trouver des adhérents qui s'engagent. Une solution possible est un accompa-



Hervé Delacroix, président de la fédération régionale cuma Bourgogne-Franche-Comté.

gnement par des élus déjà en place. En outre, cuma BFC souhaite organiser une fois par an et par département une journée des référents ainsi que des réunions par territoire. Malheureusement, le contexte sanitaire contraint à repousser pour le moment ces rendez-vous. « Mais au printemps, avec le redémarrage des travaux, il sera plus compliqué de mobiliser. »

DES CUMA EN MODE PROJET

Enfin, l'offre de services à destination des cuma a aussi été retravaillée. « Notre objectif est de faire monter en compétences nos cuma. Les rendre in fine plus autonomes sur l'administratif au quotidien, notamment via la formation, pour pouvoir se concentrer avec les animateurs sur l'émergence des projets innovants. En un mot, faire passer les cuma en mode projet. » En outre, une enquête terrain auprès des cuma est prévue pour 2021. ■

LES 6 DATES CLÉS

- 2012** → régionalisation en Bourgogne
- 2015** → régionalisation en Franche-Comté
- 2016** → création de la fédération de proximité réseau BFC
- janvier 2017** → séminaire (plan d'action lié à la fusion des deux structures)
- juillet 2018** → fusion officielle et naissance de cuma BFC
- décembre 2019** → séminaire (projet politique de cuma BFC)

THE TEAM CUMA BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Qui contacter à cuma BFC pour mettre en place un DiNA ? Et pour passer les tracteurs de la cuma au banc de puissance ? Qui sont les administrateurs dans mon secteur ? Le point sur les hommes et les femmes au service des cuma au sein de la fédération en deux cartes.

Par Elodie Bredelet et Matthieu Freulon

Vous le savez déjà, la fédération cuma Bourgogne-Franche-Comté est organisée depuis sa création fin 2018 en 32 territoires. Une structure basée sur le plan des différentes productions agricoles et sur la géographie qui permet une animation de proximité pour vous accompagner dans vos différentes démarches et projets. Au total, entre les salariés et les administrateurs engagés, ce ne sont pas moins de 39 personnes qui sont à votre écoute ! Tout d'abord, l'équipe de cuma BFC, dirigée par Jean-Philippe Rousseau, est composée de onze animateurs, dont certains sont responsables d'une spécialité. Par exemple, les références en viticulture pour Marie Charleuf, la communication pour Elodie Bredelet, le dispositif DiNA cuma pour Flora Chapotin, les PCAE pour Sylvette Bernard ou encore l'accompagnement HCCA pour Emilie Castang.

Mais cuma BFC, c'est aussi 19 administrateurs qui sont engagés dans le fonctionnement et le dynamisme de la fédération : Amélie Guillot est responsable du groupe gouvernance, Vincent Laubert du groupe de la communication externe, Roland Prudhon de celui de la communication interne, Claude Desbrosses s'occupe du groupe attractivité et Denis Gehant du groupe évolution des services aux cuma. Enfin, parmi les assistantes, Séverine Gauche est spécialisée dans les procédures internes et Sylvie Mangin dans les formations internes. ■



LES 20 ADMINISTRATEURS



Alain Guin	1	Guillaume Lecuret	7
Walter Huré	2	Roland Prudhon	8
Mathieu Babut	3	Pascal Camus	9
Sven Bogerman	4	Denis Gehant	10
Hervé Mouron	5	Patrick Remond	11
Fabien Gibouret	6	Hervé Delacroix	12

Vincent Laubert	13
Sébastien Launay	14
Amélie Guillot	15
Patrick Mougeot	16
Joel Antoine	17
David Cornier	18
Claude Desbrosses	19

ACCOMPAGNEMENT TOTAL DES CUMA, MÊME DURANT LA COVID-19

Conseils, accompagnement des investissements, suivi de projet, prestations machinismes... La fédération cuma Bourgogne-Franche-Comté propose une multitude de services à ses cuma adhérentes. Tour d'horizon.

Par Matthieu Freulon



La fédération cuma Bourgogne-Franche-Comté réalise régulièrement des journées thématiques et d'échanges. Un rendez-vous incontournable pour découvrir de nouvelles techniques et échanger avec d'autres groupes.

Depuis sa création en 2018, la fédération cuma Bourgogne-Franche-Comté a mis en place une offre complète de services à destination de ses adhérents. Des prestations qui vont du conseil, développement et suivi de projets (dont l'accompagnement des investissements), à la médiation et gestion de conflits, en passant par l'organisation de journées techniques et d'échanges ou encore la collecte et diffusion de références. Des prestations machinismes comme le banc d'essai moteur ou les vérifications générales périodiques sont également proposées.

SE FORMER

Mais être en cuma, c'est aussi l'opportunité de se former et de monter en compétences. En outre, cuma Bourgogne-Franche-Comté propose différents ateliers à destination des

Passer son tracteur au banc d'essai, c'est d'une part diagnostiquer la puissance développée par le moteur mais aussi échanger avec l'opérateur du banc sur des conseils d'optimisation d'utilisation.

responsables et adhérents de cuma. Parmi les thématiques proposées :
 • Gestion d'un parc matériel en commun
 • Fonctionnement et vie d'un groupe de mécanisation partagée
 • Gestion et analyse économique d'une cuma
 • Mieux communiquer et appréhender les conflits
 • Familiarisation avec les nouvelles technologies du machinisme agricole.

GARDER LE CONTACT AVEC LES CUMA

« Nous proposons aussi des ateliers à la carte pour les besoins spécifiques », précise Jean-Philippe Rousseau, directeur de cuma BFC. Le tarif de ces formations est de 50 € par stagiaire (quelle que soit la durée). Rappelons qu'elles peuvent être prises en charge par Vivea. Un accompagnement à la carte qui

s'adapte au contexte, comme ce fut le cas au printemps 2020, avec le début de la crise sanitaire de la Covid-19. « Nous avons accentué nos actions autour des outils de communication de groupe à distance, comme par exemple WhatsApp. Nous avons également émis plus de newsletter qu'habituellement, afin de garder le contact avec les cuma et le terrain. Il y avait beaucoup de questions autour des contraintes sanitaires. Bien sûr, nous les avons accompagnés en leur proposant de nouvelles méthodes d'organisation pour les assemblées générales comme par exemple les consultations à distance pour prendre des décisions. Mais le partage, la convivialité et les réunions sont des valeurs fortes dans le réseau, et beaucoup ont préféré décaler à l'automne plutôt que de dématérialiser. Le problème, c'est qu'avec la seconde vague, il faudra peut-être à nouveau décaler et certains groupes risquent de ne plus être à jour. » ■

DÉLÉGUER L'ADMINISTRATIF SANS COMPLEXE

Tout prendre en charge entre élus ? À la cuma de Ligny Le Chatel dans l'Yonne, un nouveau fonctionnement traditionnel vient de se mettre en place. Quant à la cuma La Gizia en Saône-et-Loire, elle a adopté un modèle radical. Deux pistes pour ne plus avoir le nez dans le guidon.

Par Gwenaëlle Leprat

Nous avons modifié notre organisation parce que notre trésorier, Vincent Beau n'arrivait plus à gérer la masse de travail suscitée par la cuma », explique Nicolas Degryse, président de la cuma de Ligny Le Chatel dans l'Yonne. « Ma femme Pauline s'occupait de la comptabilité du groupement d'employeurs en plus de celle de mon exploitation et de celle de mon frère. Nous lui avons proposé d'intervenir aussi à la cuma en la salariant pour ses heures d'intervention. »

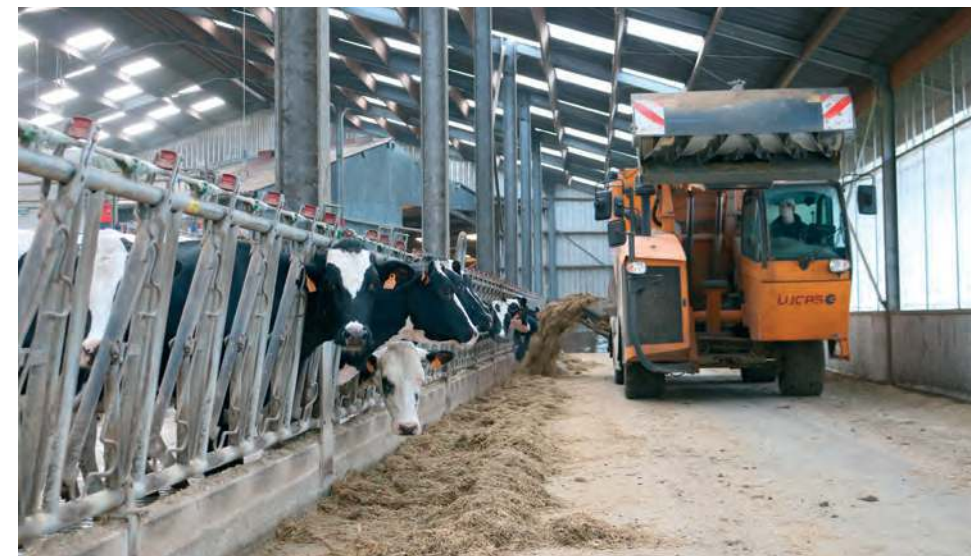
À UNE COMPTABLE SALARIÉE

« Elle a accepté et prend désormais en charge tout ce qui est chronophage. » Le trésorier a gardé les feuilles de travaux parce qu'il est le plus à même de prendre en compte l'évolution dans le temps. Ce qu'il délègue lui permet désormais de porter un regard d'ensemble. « Après deux mois de ce fonctionnement, nous n'avons pas encore assez de recul. Mais on voit qu'en travaillant une journée pleine pour la cuma, elle se révèle très efficace, comparativement à nous qui lui consacrons plutôt une heure par-ci, une heure par-là. »

Président depuis 18 mois de la cuma La Gizia (Saône-et-Loire), Stéphane Guardiola a la chance de bénéficier d'une organisation originale : une secrétaire intervient à temps partiel, mais c'est le groupement d'employeurs qui l'emploie et facture son travail.

À LA SECRÉTAIRE DU GROUPEMENT

Dans cette formule, la cuma adhère au groupement d'employeurs, « Nous l'avons décidée à la création du groupe automotrice pour la dési-



La cuma La Gizia a employé une secrétaire à travers un groupement d'employeurs créé initialement pour le groupe 'désileuse automotrice' (photo d'illustration).



« Le trésorier a gagné un regard d'ensemble » explique le président Nicolas Degryse.

leuse qui fonctionne tous les jours sauf à Noël et le jour de l'an, se souvient Jérôme Raymond, président du groupement d'employeurs et secrétaire de la cuma. « À l'époque, les cuma ne pouvaient pas jouer le rôle de groupement d'employeurs coopératifs. Le groupement a donc embauché un chauffeur, puis un second, et ce jusqu'à trois salariés à temps plein. En ce moment, nous comptons une secrétaire à temps partiel, deux chauffeurs à temps plein, plus un pour les week-end. » La cuma aurait le droit d'embaucher directement aujourd'hui, mais le pli est pris, car un salarié du groupement intervient aussi pour le compte des exploitations. « En comparant chaque année au coût du personnel d'un service de remplacement ou d'une microentreprise, notre organisation sur mesure ne nous coûte pas plus cher », conclut Jérôme Raymond.

Le président de la cuma, Stéphane Guardiola, confirme l'avantage de confier certaines fonctions administratives, « en tant que président et trésorier, nous avons décidé par exemple de ne plus avoir de carnet de chèques. Tous les lundis, la secrétaire nous informe des factures qui arrivent. On répond dans la semaine, sauf en cas d'urgence. Elle nous prévient aussi des retards de paiement, et nous voyons s'il est nécessaire ou pas de relancer l'adhérent. » « On se réunit chez elle pour faire le point avec la comptable de l'AG3C. S'il y a beaucoup de casses et de réparations sur un matériel, est-ce à cause d'une mauvaise utilisation de la part du chauffeur ou de l'usure pour laquelle on regarde l'amortissement ? Il s'agit de déterminer qui doit payer le coût : la cuma, l'utilisateur ou les deux ? Faut-il envisager un renouvellement ? » Il conclut qu'« une secrétaire apporte un regard extérieur qui permet d'être à jour et d'arriver à l'AG avec les idées claires. » ■

SI ON PASSAIT À 5 TRACTEURS ?

Voilà la question que s’est posé le groupe tracteur de la cuma de la région de Cosne en 2019. Aujourd’hui, le groupe compte dix adhérents, dont cinq gros utilisateurs, mais à sa création en 2006, ils étaient trois éleveurs, qui restent les éléments moteur du groupe. Au point que ces trois éleveurs ont fait le pas de n’avoir QUE des tracteurs en cuma. Alors comment ça marche ? Quels sont les coûts ?

Par Sylvette Bernard

En 2006, quand l’idée commence à germer, la cuma de la région de Cosne (36 adhérents, 186 ke de chiffre d’affaires) fait intervenir un animateur de la fédération des cuma pour les aider à construire ce projet. Il fallait se mettre d’accord sur le nombre de tracteur, les puissances, imaginer les heures qui allaient être faites et surtout savoir combien ça allait coûter. Après plusieurs études, trois éleveurs se lancent dans l’aventure avec un tracteur avec un coût de 18,30 €/h et un objectif de 700 h par an. Aujourd’hui ils en sont à cinq tracteurs à 18,07 €/h.

II TRACTEURS EN 14 ANS

Au fil des années, la cuma a vu son parc matériel évoluer. Du coup, le parc tracteur s’est lui aussi étoffé. Dans un premier temps, c’est le nombre de tracteur qui a été modifié, passant de deux à trois puis quatre pour aujourd’hui en avoir cinq (quatre neufs et le pionnier de 2006). Puis c’est la puissance qui a évolué passant d’une gamme comprise entre 130 à 165 ch à une gamme de 130 à 220 ch. Et aujourd’hui, ce sont les options qui ont fait un bond en avant : auto-guidage, chargeur, roues étroites, prise de force avant, garantie 3 ans, 3000 h, et entretien 3 ans. En 14 ans, ce sont onze tracteurs qui ont été partagés au sein du groupe. Chaque tracteur a sa spécialisation, il y a un tracteur attelé en permanence sur le pulvérisateur, un autre dédié au distributeur d’engrais et au semoir, un pour l’autochargeuse, un pour la tonne à lisier, un pour l’épandeur à fumier. Enrevanche, au moment de la fenaison, des ensilages, ou encore des moissons, tous les tracteurs sont dédiés à ces missions. Pour la fenaison, le trac-



teur avec la prise de force avant est attelé sur le combiné de fauche, un autre sur la faneuse, un autre sur l’andaineur et un dernier sur la presse. C’est sur le pôle fenaison que le groupe s’est élargi, car c’est seulement sur cette période qu’on compte les dix utilisateurs des tracteurs. La fenaison est gérée en service complet, c’est-à-dire que si une personne veut faire partie d’un des matériels de fenaison, il est aussi obligé de faire partie du groupe tracteur pour ce matériel. Il en est de même pour la moisson, il y a deux tracteurs pour les bennes, un pour

la presse, deux pour les plateaux, puis un tracteur passe sur le déchau-meur. Mais là, le groupe est plus restreint. Toutefois, il y a quand même quelques dysfonctionnements et parfois un manque de cohérence dans la réflexion globale du groupe. Souvent tout se complique quand un adhérent a besoin de l’un des tracteurs, mais sans atteler un matériel de cuma derrière. Ça crée un déséquilibre dans le fonctionnement mis en place. Aujourd’hui, aucune parade n’a été trouvée, mais au vu des coûts d’utilisation, il faut parfois faire quelques concessions. ■

Au sein de la cuma de la région de Cosne, chaque tracteur a sa spécialité (photo d’illustration).

ÉVOLUTION DU PARC ET COÛT PAR AN				
ANNÉE	NOMBRE DE TRACTEURS	NOMBRE D'UTILISATEURS	NOMBRE D'HEURES / AN	COÛT / HEURE
2006	1	3	172	12,00 €
2007	1	3	999	10,00 €
2008	2	3	1 466	15,10 €
2009	2	3	1 709	13,60 €
2010	2	3	1 747	13,30 €
2011	3	3	2 127	16,14 €
2012	3	3	2 330	21,22 €
2013	3	3	2 499	15,54 €
2014	3	3	2 446	16,77 €
2015	3	3	2 434	17,51 €
2016	4	7	3 606	14,85 €
2017	4	8	3 687	14,20 €
2018	4	8	3 431	15,73 €
2019	5	10	4 647	18,07 €

ECIMER, C’EST GAGNER !

La cuma de l’Union, située à Courgenay dans l’Yonne, a récemment investi dans une écimeuse récupératrice de graines. Cette machine est prévue pour compléter le désherbage effectué dans des parcelles en système de production conventionnel comme biologique.

Par Julie Guichon

Créée en 1995, la cuma de l’Union comprend aujourd’hui 27 adhérents et 20 branches distinctes. Déjà bien équipée en matériel de tout genre, la cuma s’est dotée d’une écimeuse récupératrice de graines. « Le projet a été lancé en décembre 2019, raconte Jean-Charles Van Melle, membre du bureau de la cuma et responsable de la section écimage. Suite à la Covid-19, la livraison a pris du retard. Nous avons réceptionné l’écimeuse en juillet 2020. À cette date, les céréales étaient à un stade trop avancé pour être écimées. Seule une centaine d’hectares sur les 350 ha de prévus ont pu l’être. » La mise en route de la machine s’est effectuée sur des chardons et des flores diverses dans les pois et les lentilles.

80 000 euros investis

UNE MACHINE MULTISERVICES

Les sept adhérents de la section écimage ont orienté leur choix vers une écimeuse récupératrice de graines. Du fait qu’il évacue la graine du champ, ce matériel permet une plus large plage d’utilisation et la possibilité d’une intervention plus tardive qu’une écimeuse classique. « Les plages d’utilisation sont aussi plus importantes que celles d’une bineuse, car la météo influe peu sur son utilisation. C’est plus souple en termes d’organisation, convient Jean-Charles Van Melle. Nous prévoyons de l’utiliser principalement dans les



Une écimeuse classique coupe uniquement les têtes des adventices. L’écimeuse récupératrice dispose de tapis situés derrière la lame qui ramènent au centre les graines jusqu’à un tombereau.

cultures bio, dans les céréales contre les ray-grass et les vulpins résistants, dans les pois et les lentilles pour éliminer les chardons, et éventuellement dans les betteraves pour détruire les chénopodes. La machine pourrait supporter jusqu’à 300 ha supplémentaires sans être saturée. »

Romain Bouillé, agriculteur en Seine et Marne, a conçu l’écimeuse récupératrice Top Cut Collect. Construite en présérie chez le fabricant allemand Zürn, trois machines sont en test en France et trois autres en Allemagne. « L’écimeuse est testée dans différentes situations. Au fur et à mesure de son utilisation, nous pouvons apporter nos remarques pour la faire évoluer. D’ailleurs, plusieurs points seront déjà revus cet hiver. » L’investissement du matériel s’élève à 80 000 € avec une subvention de 35 000 € accordée dans le cadre des aides à l’investissement. « Les adhérents sont facturés au prorata de leur engagement. Un compteur sur la machine permet de facturer les hectares supplémentaires travaillés. »

JAMAIS UNE SANS DEUX

« D’une largeur de 12 m, il est impératif de contrôler régulièrement la hauteur du convoyeur et des deux extrémités de la machine. L’utilisation d’un Gps nous permet de nous concentrer sur ces points et de mieux suivre les réglages



Récupérées dans un tombereau, les graines ne peuvent pas terminer leur maturation au sol.

de l’écimeuse », précise Jean-Charles Van Melle. Selon le salissement et l’homogénéité de la culture, la vitesse d’avancement oscille entre 5 et 7 km/h. Le temps de travail s’avère légèrement supérieur lorsqu’il y a plus de quantité de graines à évacuer, les vidanges étant plus nombreuses. Convaincu que cette machine va améliorer le désherbage sur de nombreuses parcelles et faire des émules au sein de la cuma, les adhérents réfléchissent à investir dans une seconde écimeuse. Celle-ci serait automotrice sans récupération de graines. Pour Jean-Charles Van Melle, « cette nouvelle écimeuse enrichira notre branche et permettra de répondre à des besoins plus spécifiques comme dans les chicorées pour régulariser les montées à graines. » ■

AGRICULTEURS-VITICULTEURS
CUMA

**VOUS SOUHAITEZ
TRAVAILLER ET INVESTIR
EN COMMUN,
VOTRE BANQUE EST LÀ
POUR VOUS ACCOMPAGNER.**

Crédit Mutuel

Caisse Fédérale de Crédit Mutuel et Caisses affiliées, société coopérative à forme de société anonyme au capital de 5 458 531 008 euros, 4 rue Raiffeisen, 67913 Strasbourg Cedex 9, RCS Strasbourg B 588 505 354 – N° ORIAS : 07 003 758. Banques régies par les articles L.511-1 et suivants du code monétaire et financier.

Mutualiser nos compétences pour améliorer notre compétitivité !

SeineYonne
union des coopératives

ynovae **110**
TERRE D'INSPIRATION BOURGOGNE

Ynovae : 3 allée de Passy 89150 Véron - www.coopynovae.fr / 110 Bourgogne : 49 route d'Auxerre 89470 Monéteau - www.110bourgogne.fr

**CHAQUE JOUR,
VOUS NOURRISEZ DES MILLIONS
DE PERSONNES EN FRANCE
ET DANS LE MONDE.**

AGRICULTEURS. #AGRISPENSABLES

#agrispensables

Être agriculteur, c'est se lever aux aurores, tous les jours de l'année. D'ailleurs, comment faire autrement quand on doit nourrir des millions de personnes ? Alors, quand vous décidez de transformer votre production ou de la vendre en circuit court, nous sommes à vos côtés pour sécuriser et pérenniser votre activité.

Groupama Rhône-Alpes Auvergne - Caisse régionale d'Assurances Mutuelles Agricoles de Rhône-Alpes Auvergne - 50 rue de Saint-Germain 69251 Lyon cedex 09 - 779 838 366 RCS Lyon - Document et visuels non contractuels - Crédit photo : iStock - Création Marcel.

Groupama
la vraie vie s'assure ici

CONSTRUCTIONS METALLIQUES

S.A.S. BAILLY

Tous bâtiments agricoles
Conception personnalisée
Avec pose ou KIT - Photovoltaïque

18240 SAVIGNY EN SANCERRE ☎ : 02 48 72 12 93
Site : baillysa.fr ✉ : mail@baillysa.fr

**J'AI UN TRUC!
GAGNEZ 50€**

VOUS AVEZ IMAGINÉ UN ÉQUIPEMENT ASTUCIEUX AMÉLIORÉ UN MATÉRIEL ?

ENVOYEZ-NOUS : TEXTE EXPLICATIF - PHOTOS OU VIDÉO

SI VOTRE ASTUCE EST PUBLIÉE DANS ENTRAID', VOUS RECEVREZ UNE PRIME DE 50 EUROS

PASCAL BORDEAU • ENTRAID' • 2133 route de Chauvigny - 86550 Mignéaux - Besuvalon
Tél. 05 49 44 74 92 • Courriel : pbordeau@entraid.com

ET SI ON MUTUALISAIT LA TRANSFORMATION ?

A Oslon, en périphérie de Chalon-sur-Saône, la cuma Grain de Saveurs propose depuis novembre 2013 un abattoir collectif à ses adhérents. Fruit d'un investissement de 670 k€, cet outil permet d'abattre volailles et lapins, qui sont ensuite vendus en circuits courts.

Par Matthieu Freulon



À la cuma Grain de Saveurs, ce sont les éleveurs qui élèvent, abattent et vendent les volailles. Respect du bien-être animal (élevage artisanal de plein air), produits de qualité et une traçabilité totale : le compromis aujourd'hui recherché par les consommateurs.

En amont de la création de l'abattoir collectif, la fruma BFC a accompagné le groupe, avec des réflexions sur l'organisation et le travail de groupe.

La cuma Grain de Saveurs regroupe aujourd'hui huit adhérents : le lycée agricole de Fontaines (35 % de l'activité), un éleveur cunicole et six éleveurs avicoles engagés dans des schémas de commercialisation en circuits courts. La volonté initiale était de disposer d'un atelier de transformation collectif répondant aux normes CE et capable de travailler volailles et lapins à la carte, selon les besoins des éleveurs (découpe filets, conservation des foies et gésiers). En outre, l'abattoir a traité 18 000 volailles en 2018 et 24 000 en 2019, ainsi que 750 lapins.

3,50€ PAR VOLAILLE

Concernant le coût d'abattage facturé aux adhérents, « nous étions à 4 € par volaille en 2018 et 3,50 € en 2019 », explique Benoit Regnault, président de la cuma Grain de Saveurs. « L'objectif à terme est de descendre à 2,50 €. Pour cela, il faudrait encore faire progresser l'activité d'environ 10 000 volailles. À titre de comparaison, un 'bon' prix marché est de l'ordre de 0,90 € pour un abattoir industriel et autour de 2,30 € pour un abattoir artisanal. » Les éleveurs construisent ensuite leur prix de vente (en général autour de 8 €/kg, mais dépend du conditionnement). Pour le moment, la cuma n'a pas de salarié et ce sont les adhérents qui font le travail.

CHAQUE ADHÉRENT GÈRE SES VOLAILLES

Un outil artisanal, mais capable d'évoluer. En effet, « chaque adhérent gère sa découpe et l'emballage. Pour le moment, cette découpe se fait à l'extérieur (par exemple au lycée), mais notre structure est prête pour le faire lorsque le volume sera suffisant. Il y a simplement une extension d'agrément à faire. »

DES PRODUITS HAUT DE GAMME

L'outil permet d'avoir un rythme d'abattage de 40 volailles à l'heure (à quatre personnes) mais est capable d'atteindre 100 volailles à l'heure (à

huit personnes). « On a conçu l'outil pour avoir cette souplesse de travail et s'adapter au besoin de chaque adhérent et au personnel disponible. »

L'abattoir collectif de la cuma Grain de Saveurs est un compromis entre les normes des structures industrielles et la qualité et le respect des animaux des structures artisanales. Les produits qui sortent de cette chaîne sont orientés haut de gamme. Transformer et vendre en direct est une solution pour retrouver de la valeur ajoutée, à condition de prévoir le temps à y consacrer « et d'avoir la volonté d'y aller ». ■

RAPPELS DES POSSIBILITÉS JURIDIQUES DU STATUT CUMA

Le statut cuma permet tout à fait de gérer un projet d'atelier de transformation collectif. Selon l'article L311-1 du code rural, « les activités agricoles exercées dans le prolongement de l'acte de production sont considérées comme des activités agricoles (notamment la transformation ou le conditionnement de produits agricoles) ». En outre, le HCCA délivre des agréments aux cuma dont l'objet est la mise à disposition de matériels qui permettent la transformation de produits agricoles. De plus, dans le cadre d'un point de vente collectif, un rescrit fiscal de 2014 autorise même l'encaissement des produits d'une vente et de les redistribuer aux adhérents (rôle de mandataire). ■

UNE CUMA PORTÉE PAR L'AVENIR

La cuma de l'Avenir, située à Lavans Quingey dans le Doubs, accueillera en février prochain un salarié pour travailler sur diverses tâches. Pour lui mettre à disposition un atelier, la cuma a investi dans des locaux qui serviront également à du stockage. Equipée de panneaux photovoltaïques, la toiture est louée à une association locale pour la transition énergétique.

Par Julie Guichon



taches sur l'exploitation», convient Yves Sage. La construction du bâtiment ne s'est pas faite sans embûche. « Heureusement, notre animatrice de la fédération cuma Bourgogne-Franche-Comté nous a bien aidés dans les démarches pour faire aboutir notre projet, souligne Yves Sage. Il nous a fallu trois ans pour le concrétiser et 300 000 € d'investissement ! »

En production depuis juillet, les 600 m² de toiture en panneaux photovoltaïques fournissent 100 000 kWh d'électricité par an. « Nous avons signé un contrat d'une durée de 20 ans avec une association créée par une coopérative locale pour la transition énergétique. Elle gère toute la partie administrative et technique, ainsi que l'entretien. Ce montage a été une aubaine pour la cuma dont les statuts ne permettent pas de revendre de l'électricité », précise Yves Sage.

Au-delà de la période contractualisée, la cuma disposera entièrement de ses panneaux et pourra revendre l'électricité au fournisseur de son choix. « Nous sommes précurseurs dans cette démarche à la fois écologique et locale. C'est aussi une manière pour la cuma de communiquer de façon positive sur sa participation citoyenne. » ■

Au total, 35 exploitations de polyculture-élevage adhérentes à la cuma de l'avenir. « Créée dans les années 1950, cette cuma fait partie des pionnières, se réjouit Yves Sage, président de la cuma depuis trois ans. Au fur et à mesure du temps, elle a toujours eu la volonté de se développer. Aujourd'hui, nous disposons d'une vingtaine de sections et d'un chiffre d'affaires proche de 160 000 €. »

UNE EMBAUCHE ÉVOLUTIVE

La cuma de l'Avenir est en pleine réorganisation. Des besoins en main-d'œuvre se faisant ressentir, elle s'est lancée dans l'embauche d'un salarié. « Nous avons des besoins

pour réparer et conduire le matériel. Le contrat du salarié est initialement prévu sur un temps partiel qui évoluera selon la demande des adhérents », précise Yves Sage.

LOUER LA TOITURE POUR PRODUIRE DE L'ÉLECTRICITÉ

Avec l'arrivée du salarié, la cuma réorganise la gestion du matériel. « Pour plus de souplesse et de praticité, nous prévoyons d'entreposer une grande majorité du matériel sous le nouveau bâtiment. Le salarié gèrera les réparations et l'entretien selon son planning de travail. Ce sera plus confortable pour nous tous. Le matériel sera suivi par une seule et même personne. C'est rassurant et nous gagnerons tous du temps pour nous consacrer à d'autres

« Pour nous, la location de la toiture de panneaux photovoltaïques est une manière de montrer que le monde agricole et les écologistes peuvent s'entendre », déclare Yves Sage.



Pour en savoir plus sur les bâtiments en cuma, rendez-vous sur entraid.com/tag/batiment



**Inatreq™
active**
FONGICIDE

Protecteur par Nature



De votre terre

Une solution d'origine naturelle produite par la simple fermentation d'une bactérie.



De votre avenir

Un nouveau mode d'action en céréales qui permet une meilleure gestion des résistances.



De votre temps

Plus de jours pour traiter pour plus de flexibilité dans l'organisation de vos chantiers.



De votre rendement

Une protection fongicide qui préserve votre rentabilité.



Attention. H410 – Très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme.

Inatreq™ active : Nom de marque de la substance active fenpicoxamide, fabriquée et brevetée par Dow AgroSciences LLC, approuvée dans le cadre du Règlement (CE) N°1107/2009. Responsable de la mise en marché: Dow AgroSciences Distribution S.A.S, 1 bis avenue du 8 mai, Bâtiment Equinoxe II, 78280 Guyancourt. N° d'agrément PA00272 : Distribution de produits phytopharmaceutiques à des utilisateurs professionnels. www.inatreq.com 0 800 470 810. ©TM Marques déposées de Dow AgroSciences, DuPont ou Pioneer et sociétés affiliées ou leurs propriétaires respectifs. © 2020, Corteva. Avant toute utilisation, assurez-vous que celle-ci est indispensable. Privilégiez chaque fois que possible les méthodes alternatives et les produits présentant le risque le plus faible pour la santé humaine et animale et pour l'environnement, conformément aux principes de la protection intégrée, consultez <http://agriculture.gouv.fr/ecophyto>. Pour les usages autorisés, doses, conditions et restrictions d'emploi: se référer à l'étiquette des produits et/ou sur www.phytodata.com.

CORTEVA™
agriscience

Visitez www.corteva.fr
© "Marques Déposées de DuPont, Dow AgroSciences et Pioneer et de leurs sociétés affiliées ou de leurs propriétaires respectifs.

PRODUITS POUR LES PROFESSIONNELS : UTILISEZ LES PRODUITS PHYTOPHARMACEUTIQUES AVEC PRÉCAUTION. AVANT TOUTE UTILISATION, LISEZ L'ÉTIQUETTE ET LES INFORMATIONS CONCERNANT LE PRODUIT.

VERS L'AUTONOMIE ALIMENTAIRE AVEC L'APLATISSEUR

Situées dans la Nièvre, la cuma de Béard et la cuma de Wrap ont décidé d'investir chacune dans un aplatisseur à céréales pour être davantage autonomes dans l'alimentation de leurs élevages. Présentation.

Par Julie Guichon

De constructeurs différents, les aplatisseurs donnent entière satisfaction aux adhérents des deux cuma. Ils y trouvent une certaine liberté dans leurs conditions de travail et des intérêts économiques avantageux. Les adhérents de la cuma de Béard (17 adhérents) et de la cuma de Wrap (située à Langeron, 29 adhérents) sont unanimes, l'aplatisseur est un très bon outil. Il leur permet de produire leurs propres aliments et de réduire leurs achats. Ils gagnent donc en autonomie alimentaire dans leurs élevages. De plus, les bêtes assimilent mieux les grains légèrement écrasés plutôt qu'en farine, et c'est plus appétent !

Cette technique apporte une meilleure valeur ajoutée pour les productions des agriculteurs et des gains économiques. Ils disposent de la matière première sur place et organisent leur travail sans être dépendants des autres.

DE RÉELLES ÉCONOMIES

Cette machine, qu'ils décrivent comme très performante, leurs permet de réaliser de réelles économies et d'acheter aux fournisseurs juste quelques aliments complémentaires, notamment pour apporter de la protéine.

Au sein des deux cuma, l'aplatisseur n'est pas saturé. Le volume travaillé pourrait être doublé voire triplé selon les situations sans perturber son utilisation. Les adhérents disposent de l'outil une à deux fois par mois. Ils préfèrent ne pas faire trop de stock d'avance pour ne pas altérer la qualité des aliments. ■



« On s'en sort grâce à l'autonomie alimentaire ! », conçoit Laurent Pacquet. « L'autonomie est primordiale sur nos élevages. Sans l'achat en groupe par la cuma, ce type de matériel n'est pas amortissable sur nos exploitations de façon individuelle » complète Didier Barillot.

OBJECTIFS DOUBLÉS POUR LA CUMA DE BÉARD

« Depuis 10 ans, avec 7 autres adhérents de la cuma, nous réfléchissions à acquérir un aplatisseur, indique Didier Barillot, président de la cuma. Nous avons investi à l'automne 2018 dans un aplatisseur mélangeur de la marque Murska. Cette machine d'un montant de 32 500 € a été subventionnée à hauteur de 50 % dans le cadre des aides PCAE. Le système est performant et nous permet de gérer nos volumes d'aliments pour le bétail. Le débit de chantier est de 15 t/h pour le maïs et 8 à 10 t/h pour les céréales. La machine dispose d'un compteur horaire, ce qui simplifie la facturation. Le tarif s'élève à 8 €/t. À ce jour, 700 t/an sont aplaties, soit deux fois que notre projet initial. »

ET MÉLANGE À MOINDRE COÛT POUR LA CUMA DE WRAP

« Avec quatre exploitants, nous souhaitions un aplatisseur capable de gérer nos mélanges de céréales et de protéagineux, condition indispensable pour nous mais pas toujours compatible avec ce type de matériel, souligne Laurent Pacquet, président de la cuma. Il nous aura fallu deux ans pour décider de cet investissement. Après avoir participé à diverses démonstrations de matériel et mûrement réfléchi le projet, c'est l'aplatisseur anglais de la marque Superior qui a finalement été choisi. D'un débit de chantier de 5 à 10 t/h, nous sommes très satisfaits de la qualité de cette machine qui nous permet de mélanger nos graines. Nous avons investi 35 000 € subventionnés à hauteur de 50 % dans le cadre des aides PCAE. Le coût d'utilisation s'élève à 7 €/t. L'organisation est simple. Nous sommes cinq agriculteurs à l'utiliser sur toute l'année en complément de la mise à l'herbe ou pour pallier au manque de fourrage quand les conditions climatiques nous sont défavorables. » ■

PLUS DE FEMMES S'ENGAGENT DANS LES BUREAUX

S'engager dans les bureaux. Amélie Guillot, viticultrice et trésorière cuma des Baudines dans le Jura, ou Carole Serrurot, éleveuse en Bresse et présidente de la cuma La Panouille en Saône-et-Loire, ont franchi le pas. Suivez leur exemple !

Par Gwenaëlle Leprat



Au printemps dernier, Cécile Serrurot est devenue présidente de la cuma. Une casquette inattendue pour celle qui avait changé de vie, et lancé en 2014 une petite exploitation de volaille de Bresse. « Sur la trentaine d'adhérents, nous sommes deux femmes, et de nature assez discrète. Quand l'ancien président a fait savoir qu'il souhaitait passer la main, les hommes se sont dit trop occupés, sourit-elle, y compris mon compagnon dont l'exploitation est plus grosse. Je me suis laissée convaincre après une heure de discussion ! Avec un bac comptabilité, j'étais plus attirée par la fonction de trésorier, mais l'élu que j'étais depuis 2-3 ans commençait à se sentir à l'aise. Ma féminité se traduit sans doute par un climat plus apaisé qui prévient les conflits en réunion. Je ne suis pas la plus au fait de l'intérêt de tel ou tel matériel, mais je suis bien entourée ! Je vois ma fonction comme celle d'un chef d'orchestre qui porte un regard plus détaché. » Bien que ce ne soit pas simple avec la Covid-19, elle souhaite développer les contacts et, « même si chacun a son caractère, réinsuffler

Trésorière, Amélie Guillot s'est toujours sentie légitime en tant que femme au sein de la cuma.



Toute nouvelle présidente, Carole Serrurot entend bien favoriser les liens entre adhérents, au-delà des mesures sanitaires.

une certaine unité entre adhérents ». Remettre à plat certaines choses lui tient aussi à cœur. Comme développer le côté administratif, ou utiliser plus internet, ne serait-ce que pour transmettre une carte grise à l'assurance.

SUR UN PIED D'ÉGALITÉ

Quant à Amélie Guillot, la viticultrice, elle avait quitté l'Yonne pour s'installer dans le Jura. « Entrer en 2010 dans une cuma viticole m'a permis de bien m'intégrer professionnellement et de me faire des amis. Je ne me suis jamais sentie traitée différemment en tant que femme. » Précisons que parmi les 17 adhérents, près de 30 % sont en cuma intégrale comme elle, ce qui contribue à resserrer les liens. Trésorière depuis six ans, elle assure cette fonction pour laquelle elle avait été pressentie, après avoir pris en charge avec intérêt la question des assurances. « Déjà autonome au niveau comptable, j'ai fait une formation pour m'initier aux particularités des cuma. » Avant de se plonger dans les études sur le coût des tracteurs. « Trésorière et trésorier ne sont pas

30% en cuma intégrale

en bout de chaîne, insiste-t-elle, ils permettent de voir en amont les choses qui ont besoin d'être éclaircies ! » Oeuvrer à adapter les statuts et le règlement intérieur à la croissance de la cuma, mieux cadrer pour que chacun puisse disposer des infos, apporter de la rigueur dans la tenue des bons de travaux... la motivent. Il y a encore des progrès à faire en entretien du matériel, et de gros projets sur lesquels se pencher : la probable embauche d'un chauffeur-mécanicien, et la construction d'un bâtiment en propre où les archives aussi seront réunies.

MONTRER CE QU'ON FAIT

On voit moins les femmes en agriculture ? « Mais il y en a plus qu'on ne croit, s'exclame Carole. C'est vrai qu'on a moins de force pour certains travaux, mais on conduit les mêmes engins. Au volant du télescopique, je vois certains me sourire (dans le bon sens). L'agriculture est prise pour cible, alors nous ne sommes pas de trop pour expliquer notre travail, donner de l'élan et montrer ce qu'on apporte de positif. » ■

BANQUE DE TRAVAIL, L'ALTERNATIVE

Pratique agricole traditionnelle spontanée, l'entraide en cuma peut prendre la forme d'une banque de travail plus ou moins formelle. Gros plan sur deux expériences heureuses : sur un mode radical en Saône-et-Loire, et un mode panaché dans la Nièvre.

Par Gwenaëlle Leprat



La banque de travail, qui remonte à la création de la cuma La Hardie, nous permet de gérer les besoins de main-d'œuvre et de nous dispenser de salarié en cuma», explique son président Michel Pinget. Elle fonctionne à merveille pour les sept exploitations qui font toutes de l'élevage de vaches allaitantes et des céréales. En commun : deux tracteurs, du matériel de semis, de fenaison, des bennes... «Les interventions chez les autres sont traduites en unité, selon la grille que nous avons adoptée. Celui qui donne une heure de temps avec la benne obtient ainsi une unité à son crédit. Il en va différemment s'il s'agit d'un automoteur : une heure de conduite de la moissonneuse ou de l'ensileuse est convertie en 1,3 unité de crédit, car il faut aussi les préparer, les graisser et les nettoyer.»

L'ÉQUITÉ POUR RÈGLE

Le responsable fait un tableau avec tous les noms. Il jette un oeil de temps à autre : si l'un d'entre nous est en retard, on lui signale qu'il doit en faire plus pour rééquilibrer. Chacun note les heures qu'il a fait chez les autres, et un récapitula-

À la cuma de la Vallée du Nohain, la banque de travail adoptée par la génération précédente convient parfaitement. Chaque adhérent recense et donne les heures qu'il a fait chez les autres.

tif est dressé en fin d'année. «On n'est pas toujours à zéro, mais on préfère éviter que ça aille trop loin : celui qui est en négatif devra, par exemple, intervenir dès le premier ensilage de l'année suivante !» La souplesse est un énorme atout au niveau des horaires, mais aussi au-delà : «dès que quelqu'un a besoin, il appelle ! Pas besoin d'attendre longtemps, nous sommes tous dans un rayon de 3 km.» «Il faut bien s'entendre, admet le président, mais la formule a l'avantage de resserrer les liens.» Quand sa famille est venue s'installer après avoir subi une expropriation dans la Somme, elle a pu s'intégrer très vite.

UNE SOLUTION EST VITE TROUVÉE

À la cuma de la Vallée de Nohain, qui compte 42 adhérents, Fabien Libouret, le président, se réjouit aussi de la réactivité en banque de travail. «Quand la météo n'est pas clémente, qu'il faut labourer et semer en même temps, quand il y a beaucoup d'hectares et que le matériel tourne beaucoup, c'est appréciable d'avoir en face les moyens humains

1,3 unité de crédit

nécessaires. Si on a un besoin inattendu à l'instant T, une solution est vite trouvée !» Le principe remonte à la création de la cuma en 1987 avec la génération précédente, mais certaines activités échappent à la banque de travail : «au moment de la moisson, par exemple, un seul chauffeur va chez tous les adhérents, et son intervention est facturée.»

Pour établir les comptes de la banque de travail, chacun donne les heures passées chez les autres. Mais à la différence la cuma La Hardie, la conversion se fait en argent : «Certains adhérents en reçoivent, d'autres en donnent.» En cas de doute sur un calcul, la cuma fait appel aux animatrices de la fédération qui transforment le temps en unité pour être au plus juste. «C'est quand il y en a trop qui donnent qu'il y a un problème !» observe le président. Ce fonctionnement n'est pas répandu dans la Nièvre. En cuma intégrale pour son exploitation céréalière, Fabien Gibouret le trouve pourtant plus adapté que jamais : comme d'autres adhérents, il passe en bio l'année prochaine. ■

UN JEU COOPÉRATIF POUR COMPRENDRE LA VIE D'UNE CUMA

La fédération cuma Bourgogne-Franche-Comté a développé un jeu de société coopératif qui explique le fonctionnement des cuma. Baptisé «Paye ta cuma», il aborde les notions fondamentales des cuma : engagement, part sociale, amortissement ou encore mutualisation des coûts. Présentation.

Par Matthieu Freulon



Le jeu «Paye ta cuma» permet de faire passer les messages et les valeurs du réseau cuma de façon ludique et conviviale.

Emilie Castang, Marie Charleuf et Anne Horsin, toutes trois animatrices de cuma Bourgogne-Franche-Comté ont développé ensemble le jeu coopératif «Paye ta cuma». Une partie est animée par un(e) animateur(trice) de cuma BFC qui fait office de maître de jeu et permet d'accueillir 4 à 6 joueurs. «Tous les joueurs font partie de la même équipe et forment une cuma», présente Anne Horsin. «L'objectif est de vivre la vie d'une cuma sur un nombre d'exercices comptables défini au préalable», sur le modèle de «La Bonne Paye» qui simule la vie d'un travailleur sur plusieurs mois.

L'IMPORTANCE DU PRÉSIDENT ET DU TRÉSORIER

Au départ, chaque joueur reçoit un livret d'adhérent et une carte de personnage pour scénariser la partie. Puis, avant de commencer, ils élisent un président et un trésorier.

L'équipe créatrice du jeu a même prévu un clin d'œil au magazine Entraid'.

Pour scénariser la partie, chaque joueur reçoit une carte personnage.



AMBIANCE LUDIQUE, VRAIS MESSAGES

«Cela fait partie des messages que nous souhaitons faire passer. Dans une ambiance ludique et conviviale, 'Paye ta cuma' montre qu'il y a de nombreuses factures qui vont avec l'utilisation d'un matériel. Etre en cuma permet de répartir les coûts. De même, si la cuma a des fonds, il est possible de faire des investissements. In fine, nous souhaitons toucher les lycéens en mobilisant l'intérêt et la concentration avec de vrais messages de fond. C'est un outil pour construire les interventions de cuma Bourgogne-Franche-Comté dans les lycées et faire intégrer des notions importantes.» Présenté en avant-première à l'occasion du salon Tech&Bio (septembre 2020), le jeu a rencontré un vif succès auprès des jeunes étudiants qui se sont bousculés pour le tester. «Nous avons eu aussi de très bons retours des professeurs qui souhaitaient acheter le jeu !»

Prochaine étape, le test avec les salariés de cuma BFC. La version définitive de «Paye ta cuma» est attendue pour fin 2020. «Nous recherchons un partenaire pour financer la production du jeu, partenaire qui pourrait apparaître sur les billets de banque, ainsi que des sponsors pour développer les pions (un tracteur, un cheval, etc).» ■

CHER



LOIRET



NIÈVRE



CRÉDIT AGRICOLE CENTRE LOIRE EST UNE :



ORGANISATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE

CRÉÉE PAR ET POUR LES AGRICULTEURS

PLUS QU'UN ENGAGEMENT, NOTRE RAISON D'ÊTRE !

 ca-centreloire.fr |  [exprimez-vous.ca-centreloire.fr](https://www.exprimez-vous.ca-centreloire.fr) |  facebook.com/CreditAgricoleCentreLoire

Vous disposez d'un délai légal de rétractation.

Caisse régionale du Crédit Agricole Mutuel Centre Loire, société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit - siège social situé 8 Allée des Collèges - 18920 BOURGES cedex 9 - 398 824 714 RCS BOURGES - Société de courtage d'assurance immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 009 045 - N° TVA Intercommunautaire : FR 09 398 824 714.



CENTRE LOIRE